

A l'initiative de La Cimade, 22 associations engagées en faveur des personnes migrantes et réfugiées, ont décidé d'interpeller publiquement le ministre de l'Intérieur

Des personnes étrangères s'automutilent ou tentent de se suicider dans les centres de rétention administrative (CRA). Au cours de ces quinze derniers mois, deux hommes se sont donné la mort dans ces lieux où l'administration enferme des dizaines de milliers de personnes pour les expulser du territoire français. D'autres se révoltent ou expriment leur désespoir à travers des lettres publiques, des grèves de la faim, des émeutes ou des tentatives d'incendie. Ces actes qui se multiplient à une fréquence inédite sont le résultat d'une **politique inacceptable** qui a conduit à une situation extrêmement alarmante.

A l'initiative de La Cimade, 22 associations engagées en faveur des personnes migrantes et réfugiées, ont décidé d'interpeller publiquement le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner car la politique d'enfermement en rétention a franchi la ligne rouge.

Cette violence est le résultat direct de la politique du gouvernement qui a choisi de multiplier les enfermements en rétention, notamment des personnes malades ou vulnérables. Les pratiques illégales de l'administration se multiplient et sont de plus en plus assumées. **La loi Asile et Immigration** de septembre 2018, a aussi doublé la durée maximale de rétention, permettant d'enfermer toutes les personnes visées durant trois mois, ce qu'aucun gouvernement français n'avait jamais jusqu'alors proposé. Cette politique ne permet pas d'expulser plus, mais **elle brise des vies**, notamment celles d'enfants, dans un environnement carcéral oppressant.

La situation est explosive et alarmante dans les centres de rétention. Les personnes enfermées se trouvent dans une situation de détresse et face à une violence institutionnelle démesurée qui nie leur humanité.

Avec La Cimade, Médecins du Monde, la Fédération des acteurs de la solidarité (FAS), Amnesty International France, le GISTI, le CCFD-Terre Solidaire, Emmaüs France, le Syndicat des avocats de France (SAF), la Ligue des droits de l'Homme (LDH), le Comède, le Secours islamique, ADDE, le MRAP, l'ACAT, le Syndicat de la magistrature, le Secours Catholique – Caritas France, l'Uniopss, la Fasti, Le Collectif des morts de la rue, Emmaüs Solidarité, l'Observatoire Citoyen du CRA de Palaiseau et l'Anafé, **signez la pétition et envoyez la lettre ouverte à Christophe Castaner pour mettre fin aux violences dans les centres de rétention administrative.**

Les demandes de la lettre ouverte sont :

- Faire cesser cette politique du tout enfermement qui conduit à la maltraitance de personnes étrangères ;
 - Proscrire tout enfermement d'enfants en rétention ;
- Assurer la protection des personnes les plus vulnérables, parmi lesquelles les personnes malades ;

- **Mettre un terme aux pratiques illégales l'administration.**

JE SIGNE LA PÉTITION